

Revue de la **POLITIQUE MONDIALE**

PREMIERE ANNÉE, NUMERO 9

*

BEOGRAD, LE 27 SEPTEMBRE 1950

LE PROBLÈME DE LA PAIX
LE DILÈMME DES DEUX BLOCS ET LA PAIX
(Jean Cassou)

LE PLEIN EMPLOI ET LES NATIONS-UNIES
LA POLITIQUE DES BLOCS ET L'ÉCONOMIE
DE GUERRE

POURQUOI LA DIRECTION DU CC DU PCS(b)
ÉCLUSE-T-ELLE TOUTE DISCUSSION DES PROBLÈ-
MES D'UNE IMPORTANCE VITALE POUR LE MOU-
VEMENT OUVRIER INTERNATIONAL
(Bogdan Pechitch)

NOS COMMENTAIRES:
AU DEBUT DE LA V-ÈME ASSEMBLÉE DE L'ONU
LE NOUVEAU GOUVERNEMENT CREC
LA CONFÉRENCE DE NEW-YORK ET L'ALLEMAGNE
LES CHANGEMENTS DANS LE MINISTÈRE DE LA
DÉFENSE DE L'USA

A TRAVERS LE BROUILLARD DE LA
PROPAGANDE
"LA PEUR A DE GRANDS YEUX"

LETTRÉ DU BRÉSIL
A LA VEILLE DE L'ÉLECTION DU NOUVEAU PRÉSIDENT
DE LA RÉPUBLIQUE DU BRÉSIL

REDACTEURS: DOUCHAN TIMOTIÉVITCH ET ZDRAVKO PETCHAR

REDACTEURS:
DOUCHAN TIMOTIEVITCH
et
ZDRAVKO PETCHAR

A political cartoon by Ayver. On the left, a man in a modern military uniform with a peaked cap bows forward. On the right, a large, bearded man in Roman-style armor, including a plumed helmet and a skirted tunic, stands with a stern expression. In the background, a sign on a wall reads 'ONU'. The cartoon is signed 'AYVER' in the bottom right corner.

Revue de la POLITIQUE MONDIALE

NOS COMMENTAIRES

AU DÉBUT DE LA VÈME ASSEMBLÉE DE L'ONU

L A Vème Assemblée générale de l'ONU de cette année entrera vraisemblablement dans l'histoire comme la plus importante de celles qui ont eu lieu dans l'existence relativement courte des Nations Unies. Ceci est dû moins à l'ordre du jour de cette Assemblée qu'à la situation internationale à l'époque où se sont réunis les délégués de tous les Etats membres de l'ONU (dont 28 ministres des Affaires Etrangères).

Dès le début, il devient clair que deux questions domineraient les débats à Flushing Meadows et à Lake Success. Ce sont, au demeurant, deux questions qui remplissent depuis de longues mois les colonnes des éditoriaux politiques du monde entier, notamment celle de la représentation de la Chine à l'ONU et celle du conflit armé de Corée. Bien qu'il s'agisse formellement dans les deux cas d'une région qui, selon des préjugés séculaires était considérée comme la partie la plus lointaine et la plus reculée du globe, il est hors de doute que ce sont actuellement de graves questions, d'une immense portée mondiale.

Il y a bien longtemps que l'Extrême — Orient n'est plus ni lointain ni reculé, et qu'il constitue de plus en plus le centre des événements mondiaux. Ensuite, la question de la Chine et celle de la Corée ne sont en fait pas seulement un simple résultat de l'évolution des événements en Extrême-Orient, mais bien le reflet d'une situation qui s'est développée au cours de la soi-disant

guerre froide entre les anciens alliés de la dernière guerre.

Le conflit soulevé par la question de savoir qui a le droit de représenter la Chine à l'ONU, ce qui en pratique signifie: lequel des Gouvernements chinois sera reconnu légal à l'avenir a éclaté dans toute sa violence au commencement de cette année. En quittant le Conseil de Sécurité au début du mois de janvier Jakob Malik a déclaré qu'il agissait ainsi parce que le délégué soviétique ne pouvait pas siéger à la même table que le représentant de Chang Kai Chek. A cette occasion et à l'occasion de tout acte analogue au sein d'autres organes des Nations Unies, la propagande soviétique a fait les plus grandes efforts pour persuader que ce boycottage de l'activité des Nations Unies était basé sur la ligne de principe politique de l'URSS.

Or, qu'a révélé la suite des derniers mois? Lorsque le premier coup de feu a été tiré le long du 38ème parallèle en Corée, l'URSS était absente des séances du Conseil de Sécurité. Alors qu'il aurait encore été possible d'empêcher la guerre, que les unités engagées dans le conflit, tant du côté de la Corée du Nord que de la Corée du Sud, n'étaient encore que des unités coréennes et que les effectifs armés et entraînés par l'URSS avançaient, Malik était absent pour ne pas devoir siéger à la même table que le Dr. Chang.

Cependant, lorsque la situation militaire se mit à prendre une

autre tournure et l'invasion de la Corée du Sud à se transformer en défaite, délégué soviétique rentra au Conseil de Sécurité y reprit sa place et se remet à siéger à la même table que le représentant du Kuomintang.

A quoi s'est réduit, en fin de compte, le boycottage de „principe“ de l'ONU? A une manoeuvre dénuée de principes opérée dans le but de tourner l'ONU pour isoler la Chine de la vie internationale et à une tentative manquée d'application d'une politique expansionniste en Corée au mépris du Conseil de Sécurité.

Les hommes d'Etats réunis à l'Assemblée générale ont maintenant l'occasion d'opposer efficacement les principes de la Charte de l'Organisation des Nations Unies aux manoeuvres soviétiques et d'autre part aux exigences des expansionnistes agressifs qui ont empêché la reconnaissance du Gouvernement de la République de Chine par l'USA, et d'autres Etats et qui en établissant une liaison entre la lutte du peuple chinois contre Chang Kai Chek et le conflit de Corée, ont à un certain moment éveillé la sérieuse appréhension de voir le conflit armé s'étendre à tout le territoire de l'Extrême-Orient.

Alors qu'il était encore possible, il y a quelques semaines de comprendre sinon de justifier, les concessions faites à des influences anticommunistes et pro-Kuomintang en USA et ailleurs, sous prétexte qu'en reconnaissant la République populaire de Chine on

NOS COMMENTAIRES

serait supposé céder à la pression de l'URSS il est clair que ce prétexte saurait être invoqué actuellement.

Cependant, le premier échec à la séance d'ouverture de l'Assemblée de l'action de Benegal Raou, délégué hindou, soutenu par Edouard Kardelj, délégué yougoslave, montre qu'il ne sera pas facile de réprimer ces tendances dans le cadre de l'ONU, tendances qui entretiennent la guerre froide et desirent exploiter dans ce sens le fiasco de la tactique soviétique du boycottage.

Outre l'importance de premier plan accordée à la question de la représentation de la Chine, les premiers communiqués émanant de New-York montrent que pendant la durée de l'Assemblée générale toutes les questions politiques (et peut-être pas politiques); auront pour toile de fond la question coréenne, avec tous les problèmes qu'elle renferme.

En parlant du conflit de Corée nous ne pensons pas seulement à l'exemple évident de l'agression, mais aussi à la lutte pour l'unification et l'indépendance de la Corée. L'importance historique et mondiale de la guerre de Corée réside justement dans le fait que les Nations Unies se trouvent devant deux tâches actuelles et importantes: empêchement c'est-à-dire refoulement de l'agression et reconnaissance de l'indépendance et du droit des nations à disposer d'elles-mêmes qui inclut le droit de choisir leur propre Gouvernement et leur propre régime. Le rôle des Nations Unies à l'avenir dépendra de la solution de ces tâches. La politique d'agression de l'URSS ne vise pas seulement la Corée — il suffit de signaler à cet égard l'agression froide de l'URSS contre la Yougoslavie. L'union et l'indépendance de peuples, qui ont été opprimés durant des siècles, n'est pas non plus une question qui intéresse seulement les Coréens et la réalisation des buts légitimes et des aspirations du peuple coréen sera un coup porté à un régime colonial que n'appliquent et ne maintiennent pas seulement

les protecteurs de Syngman Rhee et Chang Kai Chek.

La question coréenne introduira donc non-officiellement dans l'ordre du jour tout un complexe de questions concernant la politique d'agression de l'URSS et de répression des mouvements libérateurs des peuples qui luttent encore pour leur unification et leur droit à disposer d'eux-mêmes. Il pourrait résulter de cette situation un préjudice extrême pour les Nations Unies, si l'URSS se voyait offrir la possibilité de mener sa politique d'agression sous le couvert d'une soi-disant lutte pour l'indépendance et l'unification de la Corée, ou si les milieux anticommunistes des Etats-Unis et des autres pays occidentaux étaient mis à même d'imposer une solution injuste de la question coréenne sous le masque du refoulement d'une agression.

En évitant se Scylla et ce Charybde la Vème Session de l'Assemblée générale peut considérablement relever l'autorité de l'ONU et contribuer bien mieux qu'en prononçant n'importe quelle condamnation verbale de la guerre, de l'agression en général ou de toute discrimination ou agression national.

L'OBSERVATEUR

Le nouveau Gouvernement grec

QUAND à la suite des élections du 5 mars 1950, où le peuple grec avait manifesté sa volonté démocratique, en votant à une énorme majorité contre le Parti populiste au pouvoir, un Gouvernement des partis dits du centre fut constitué avec le général Plastiras à sa tête, le peuple grec et l'opinion publique démocratique mondial pouvaient s'attendre à ce que ce Gouvernement aborde résolument et promptement la réalisation de son programme: mise en application des réformes démocratiques d'ordre intérieur nécessaires à la démocratisation du

pays et le rétablissement d'une base de rapprochement et de collaboration entre les Etats Balkaniques. Cependant, le Gouvernement de Plastiras n'a obtenu de résultats ni dans l'un ni dans l'autre sens. La tentative timide de liquider, ne serait ce que dans une certaine mesure, les conséquences fatales de la politique réactionnaire des cabinets grecs d'après la guerre, en dispersant les camps de concentration et en accordant une amnistie aux condamnés politiques, s'est brisée devant la résistance des forces réactionnaires contre lesquelles Plastiras n'a pas su lutter; pour les mêmes raisons les efforts déployés pour rétablir des relations normales entre la Grèce et la Yougoslavie subirent le même sort, malgré la bonne volonté dont fit preuve la Yougoslavie.

Une attitude aussi indécise du Gouvernement de Plastiras a entraîné et devait inévitablement entraîner sa chute. Le nouveau Gouvernement fut formé par le chef du Parti libéral T. Venizélos, en collaboration avec le Parti populiste de Tsaldaris et le Parti dénommé social-démocrate de Papandréou. Un grand nombre de journaux grecs expriment le doute que cette nouvelle combinaison gouvernementale soit en état de se maintenir longtemps en égard aux contradictions existant entre les partis mêmes qui constituent cette coalition ainsi qu'au fait que sont également représentées dans le nouveau Gouvernement les forces que le peuple grec a déjà condamné aux dernières élections.

On peut dire qu'aucun Gouvernement en Grèce, — et ils changent souvent, — ne pourra compter sur l'appui du peuple et ne sera assuré de durer s'il ait la sourde oreille aux exigences catégoriques du peuple grec visant la démocratisation du pays et le rétablissement de relations normales et d'une collaboration internationale dans les Balkans.

NOS COMMENTAIRES

La conférence de New-York et l'Allemagne

LA SÉANCE à New-York des ministres des Affaires Etrangères des Etats-Unis, de la Grande-Bretagne et de la France, celle du Conseil du Pacte Atlantique, ainsi que les résolutions qui ont été adoptées à ces réunions ne constituent pas des événements que l'on n'avait pu prévoir.

Le conflit de Corée, qui est le résultat de toutes ces contradictions, a entraîné une nouvelle aggravation de la situation internationale et une intensification des préparatifs de guerre. Les réunions dont il est question plus haut et les résolutions qui y ont été adoptées en sont la confirmation indubitable. Ces réunions avaient examiné deux problèmes fondamentaux qui entrent dans le cadre des préparatifs de guerre des puissances occidentales, le problème de la dénommée „force armée internationale“ pour la défense de l'Europe et celui de l'attitude envers l'Allemagne occidentale et du rôle de celle-ci dans système défensif de l'Occident.

En ce qui concerne la création d'une „force armée internationale“, les participants sont tombés d'accord relativement vite et sans difficultés sur la nécessité d'une organisation „aussi urgente que possible“. Ils ont pris à ce sujet les décisions qui s'imposaient.

Toutefois, dans la question de l'attitude envers l'Allemagne occidentale, de son armement et de la création d'une armée allemande de l'Ouest, des contradictions ont surgi au cours des débats entre les points de vue des trois grandes puissances, les Etats-Unis, la Grande-Bretagne et la France. Le ministre américain des Affaires Etrangères, Dean Acheson a proposé que l'Allemagne occidentale soit autorisée à constituer, en plus de ses forces de police, une force militaire qui comprendrait dix divisions. Le représentant de la Grande-Bretagne, N. Bevin, tout en n'étant pas, en principe, adverse à ce point de vue, a cependant posé comme condition que la „force armée allemande ne soit pas autonome ni placée sous le commandement suprême d'un cadre d'officiers allemand. Le ministre français des Affaires Etrangères, R. Schuman, estime pour sa part que cette mesure serait „prematurée“ et propose d'incorporer dans la composition de l'armée internationale, au lieu d'unités de combat, des bataillons de travail allemands comme troupes auxiliaires.

Les ministres occidentaux n'ont pas abouti à un accord sur cette question. L'attitude adoptée par Bevin et Schuman est tout à fait compréhensible si l'on tient compte du fait que le peuple français aussi bien que le peuple anglais ont encore très vivement présents à l'esprit des faits

appartenant à un passé récent et lointain, lorsqu'à deux reprises dans un laps de temps relativement court, l'Allemagne a menacé leur pays et leur propre existence. Il est hors de doute que la décision de créer des forces armées allemandes provoquerait le mécontentement véhément des larges masses du peuple dans les pays de l'ouest de l'Europe.

Toutefois, on peut déduire de la teneur des rapports que les ministres des Affaires Etrangères de Grande-Bretagne et de France n'ont pas rejeté en principe l'idée du réarmement de l'Allemagne et de la création d'une armée de l'Europe occidentale. A ce sujet, il a été souligné que „Schuman et Bevin recherchaient une formule qui serait acceptable pour l'opinion publique de leur pays“. Or, il ne leur a pas été possible, du moins cette fois-ci de trouver une pareille „formule“.

Au lieu de cela, les ministres des Affaires Etrangères des trois puissances occidentales ont pris une décision qui a pour but de se servir de moyens détournés pour intégrer l'Allemagne occidentale dans „le système défensif de l'Ouest de l'Europe“. C'est précisément à cet effet qu'ont été prises les résolutions portant sur la suspension de la démilitarisation, la révision du système d'occupation, les amendement au régime des industries prohibées et limitées, la formation des forces de police dont dispose le gouvernement de Bonn, etc. Quant à la „défense“ effective de l'Europe occidentale, il semble que tout au moins dans la phase actuelle de la situation, cette tâche doive être assumée par les pays signataires du Pacte Atlantique, tout d'abord par les trois grandes puissances dont la première mesure a déjà consisté à augmenter leurs effectifs militaires en Allemagne occidentale.

Les décisions des ministres des Affaires Etrangères des trois puissances occidentales et du Conseil du Pacte Nord-Atlantique sont le reflet de la situation mondiale tendue et peuvent conduire à une nouvelle aggravation de cette situation. La gravité de ces développements est la résultante de la division du monde en deux blocs rivaux qui luttent pour la suprématie dans le monde. En ce qui concerne les décisions relatives à l'Allemagne et au „rôle“ qui doit lui être attribué dans la „défense de l'Europe occidentale“, elles sont les conséquences de la violation des Accords de Potsdam par les quatre grandes puissances d'occupation et de la création, contrairement à la lettre et à l'esprit de cet accord, de deux Etats allemands, l'un à l'est, en zone d'occupation soviétique, l'autre à l'ouest, en zone d'occupation des trois puissances occidentales.

Les dessous du discours de Gotwald à Moravska Ostrava

DU DEBUT du mois de septembre, une délégation économique tchécoslovaque composée du ministre du Commerce Extérieur, du ministre de l'Industrie et de plusieurs spécialistes, s'est rendue à Moscou. La composition de cette délégation indiquait clairement quelle serait la nature des pourparlers de Moscou: il s'agissait de la réorientation de l'industrie tchécoslovaque opérée cette année sur l'ordre de l'U. R. S. S. et du problème des échanges avec l'Union Soviétique ou, plus exactement, des difficultés résultant pour l'économie tchécoslovaque du contrôle exercé par l'U. R. S. S. sur le commerce extérieur et l'économie de la République tchécoslovaque en général.

La nouvelle orientation imposée ce printemps par l'U. R. S. S. à l'industrie tchécoslovaque n'est pas d'une application facile. Elle affaiblit la capacité des exportations tchécoslovaques qui sont en régression par rapport à l'année passée. L'affaiblissement de la position de la Tchécoslovaquie est particulièrement sensible dans ses échanges avec les pays d'occident qui lui fournissent une grande partie de ses matières premières. Elle met également en jeu l'exécution des engagements de la Tchécoslovaquie envers l'U. R. S. S. Cette situation contradictoire oblige la République tchécoslovaque à accélérer, bon gré mal gré, le processus de réorientation et d'aggraver encore de ce fait le déséquilibre intérieur du pays.

Tout ceci provoque le mécontentement des travailleurs tchécoslovaques qui posent de nombreuses questions concernant la dépendance, l'assujettissement et l'inégalité en droits dans les relations avec l'U. R. S. S. Les questions qui intéressent le prolétariat tchécoslovaque ont été clairement indiquées par le président du gouvernement, Clément Gottwald qui, pendant le séjour à Moscou de la délégation tchécoslovaque, a prononcé un discours à Moravska Ostrava, centre de l'industrie lourde. Il a exposé dans le discours en question des thèses extrêmement caractéristique et symptomatiques que nous reprenons ci-dessous:

1. Il n'existerait pas de dépendance de l'économie tchécoslovaque par rapport à l'U. R. S. S. Or, puisqu'on en parle, cela signifie qu'une autre

NOS COMMENTAIRES

opinion se fait jour dans le public tchécoslovaque. Et si le président de la république doit en parler, cela signifie qu'il se trouve en présence d'un point de vue adverse généralisé et qui doit être réfuté par l'instance la plus autorisée. Cela signifie qu'il s'agit d'une manifestation d'une certaine gravité qui représente un danger pour la poursuite de la politique économique selon les directives des dirigeants soviétiques.

2. Le commerce avec l'U.R.S.S. se déroulerait sur un pied d'égalité. La question qui se pose est de savoir pourquoi c'est précisément quand il s'agit d'échanges avec l'U.R.S.S. qu'il faut souligner l'égalité en droits. Pourquoi le président Gotwald n'a-t-il pas cité, par exemple, la Roumanie, ou la Bulgarie, ou l'Albanie, mais l'U.R.S.S.? Le fait de mentionner particulièrement l'U.R.S.S. est extrêmement symptomatique et confirme que l'opinion contraire est largement répandue en République tchécoslovaque.

3. L'Union Soviétique prêterait une aide désintéressée à l'édification de l'industrie tchécoslovaque. Une pareille affirmation est très caractéristique lorsqu'il s'agit d'un pays industriellement fort développé et qui n'a besoin d'aucune aide dans ce domaine. En outre, dans le cadre du bloc soviétique, c'est la Tchécoslovaquie qui devrait, grâce à son développement industriel, aider l'industrialisation rapide d'autres pays insuffisamment évolués. Comme nous savons fort bien ce que les dirigeants de l'U.R.S.S. sous-entendent en parlant d'„aide désintéressée et fraternelle“, nous sommes sûrs qu'il ne peut en être autrement en ce qui concerne la Tchécoslovaquie. En conséquence, les affirmations de Gotwald ne sont pas autre chose qu'une reconnaissance indirecte de l'exploitation de la Tchécoslovaquie par l'U.R.S.S.

4. Il n'existerait pas de plan de „suppression de l'industrie légère“, la Tchécoslovaquie allant développer son industrie textile et sa fabrication de chaussures et exporter moins de marchandises, de sorte qu'elle en aurait suffisamment pour satisfaire les besoins du marché intérieur, etc. Cette affirmation révèle indirectement deux choses: premièrement, l'importance de la réorientation de l'industrie tchécoslovaque qui met de plus en plus en péril le ravitaillement des travailleurs tchécoslovaques en produits de consommation courante, c'est-à-dire

leur standard de vie; deuxièmement, le fait que les besoins des travailleurs tchécoslovaques en textiles et en chaussures n'ont pu être satisfaits jusqu'à présent à cause des exportations massives en U.R.S.S.

Le discours de Gotwald est caractéristique en ce qui concerne non seulement les questions exposées, qui nous montrent que le problème des relations entre la Tchécoslovaquie et l'U.R.S.S. est devenu un sujet de réflexion et d'objections de la part des travailleurs tchécoslovaques, mais aussi l'époque à laquelle il a été prononcé. Il est certain qu'il existe un rapport étroit entre le voyage à Moscou de la délégation tchécoslovaque et ce discours. Il a sans doute été destiné non seulement à fournir des justifications à la situation créée dans l'économie tchécoslovaque par son assujettissement à l'U.R.S.S. mais encore à préparer les travailleurs à la nouvelle „aide fraternelle et désintéressée“ qui va leur être prêtée par l'intermédiaire de la délégation tchécoslovaque et dont ils éprouveront incessamment les effets à l'occasion des nouvelles mesures concrètes que prendra le gouvernement tchécoslovaque.

Les changements dans le Ministère de la Défense de l'USA

LA démission du ministre de la Défense nationale de l'USA, Mr. E. Johnson, et son remplacement par le général G. Marshall ont causé une certaine surprise dans l'opinion publique mondiale et ont donné lieu à des commentaires détaillés. Ce changement est survenu inopinément et au moment où l'on s'y attendait le moins, étant donné que, quelque semaines plus tôt le président Truman venait de démentir, les bruits qui couraient sur la démission de Mr Johnson, déclarant qu'elle ne se produirait pas tant qu'il serait président.

Les raisons de ces changements sont multiples. Depuis un certain temps déjà, les journaux américains annonçaient que des divergences d'opinion sensibles existai-

ent entre Mr Johnson et le ministre des Affaires Étrangères Acheson sur de nombreuses questions de politique extérieure. Il est clair que de telles divergences sont devenues particulièrement fâcheuses dans la situation internationale actuelle, et devaient forcément avoir des répercussions sur la position de l'un ou de l'autre de ces deux ministres. En outre, il y a déjà un certain temps qu'un courant assez fort de l'opinion publique américaine travaille à écarter Mr Johnson, en critiquant ses „économies“ et l'état précaire de la défense nationale américaine. Le cours des opérations en Corée et la déclaration optimiste d'Acheson à ce propos l'ont particulièrement exposé à des attaques dans ce sens. Ajoutons à tout cela l'hostilité farouche des milieux de la marine qui ne lui ont jamais pardonné d'avoir réduit les crédits de la marine au profit de l'aviation. Quoique cette hostilité n'ait pu, à elle seule, amener la démission de Mr Johnson, elle y a certainement contribué.

L'accession du général Marshall au poste de ministre de la Défense nationale, contrairement aux habitudes et aux traditions américaines qui exigent que ce poste soit assumé par un civil, fait pressentir, sans aucun doute, des mesures plus énergiques en vue de l'accélération de la préparation militaire américaine. Elle implique aussi la consolidation de la position de Mr Acheson, car on sait qu'il a été nommé à ce poste sur la recommandation du général Marshall qui, pendant son absence du Gouvernement, avait à plusieurs reprises soutenu publiquement la politique extérieure d'Acheson, en particulier au sujet de l'Extrême-Orient. Sa nomination est aussi bien accueillie par le Parti démocratique, étant donné qu'il jouit d'une grande considération dans l'opinion publique américaine ce qui rendra difficile aux républicains d'attaquer la politique de Défense nationale du Gouvernement au cours de la campagne électorale actuelle.

LE PROBLÈME DE LA PAIX

LE DILEMME DES DEUX BLOCS ET LA PAIX

Par Jean CASSOU

IL Y A quelque chose de plus grave et de plus menaçant que le partage du monde en deux blocs se disputant des zones d'influence: c'est la croyance à l'existence de ces deux blocs, à leur existence exclusive et irrémédiable, au dilemme des deux blocs. C'est d'accepter l'indiscutable obligation d'adhérer à l'un des deux blocs. Qui n'est pas avec l'un est avec l'autre. En cette comminatoire affirmation les deux blocs s'entendent. Au moins sur ce point ils son d'accord et même complices. Out, pour faire croire à tout peuple et à tout individu qu'en dehors de leur chère et précieuse divergence il n'y a pour le monde aucune solution possible, qu'en dehors de leur guerre, froide ou chaude, il n'y a pour le monde pas de paix possible, une étrange complicité unit l'U. R. S. S. et les Etats-nis, pareille à la complicité que nous avons vue dans certains procès tristement retentissant, unir le procureur et l'accusé.

D'un côté, du côté américain, le dilemme des deux blocs est nécessaire parce qu'il généralise une cause particulière et lui prête une teinte de haut et pressant intérêt universel parce qu'il confond la lutte pour l'impérialisme américain contre l'hégémonie russe avec la défense des intérêts capitalistes internationaux et la lutte contre le communisme et, plus exactement, contre la révolution, le socialisme, la démocratie. En assimilant la politique d'hégémonie du Kominform à toute chance de progrès social les puissances bancaires et militaires des Etats-Unis reprennent la thèse du fascisme international pour la défense de l'ordre et la croisade antibolchévique. Et fort hypocritement elles joignent à cette défense de leurs intérêts celle des valeurs occidentales, de la liberté, de la démocratie, etc. En réalité elles défendent des régimes corrompus et despotiques comme celui de Syngman Rhée, de Tchang-kaï-chek, De Bao Daï Et de Franco.

Du côté soviétique, le dilemme est nécessaire parce qu'il prétend imposer le choix entre un camp de la paix qui est le sien et un camp de la guerre qui est camp américain. En réalité il n'y a pas un camp de la paix et un camp de la guerre: il y a deux camps dont l'opposition ne peut qu'amener la guerre. De là l'effronterie de l'appel de Stockholm et de toutes les campagnes des divers partis staliniens pour la paix, contre la bombe atomique, etc. Appel et campagnes qui ressemblent à la plaisanterie du clown proposant à son antagoniste un match qui commencera lorsqu'il dira: „Commencez: „et s'arrêtera lorsqu'il dira: „Arrêtez!“. Là dessus il crie: „Commencez! „flanque une

gifle à l'autre et dès que celui-ci s'apprête à la riposte, crie: „Arrêtez!“

Toute cette comédie est sinistre et impose à chaque conscience individuelle le devoir de s'y soustraire par un acte de réflexion et à chaque nation celui de tout tenter pour ne pas glisser dans la fatalité de devenir le satellite de l'une des deux puissances. Il s'est trouvé une nation pour donner en ce sens un exemple chargé d'efficacité: la Yougoslavie. Forte de la libération nationale et de la révolution sociale qu'elle a accomplies par ses propres moyens, la Yougoslavie communiste a refusé de se transformer en satellite de l'U. R. S. S. Par ses votes à l'O. N. U en faveur de la reconnaissance de Mao-tse-tung et par son attitude authentiquement pacifiste devant l'affaire de Corée, elle a marqué son indépendance vis à vis de la politique impérialiste américaine. Enfin la seule existence de la Yougoslavie, son cas met en cause la sincérité du blocs soviétique puisque ce courageux pays est, depuis deux ans, l'objet de menaces agressives de la part dudit bloc.

Choisir entre les deux blocs c'est choisir entre deux mensonges. Ou le moins qu'on puisse dire de ce dilemme c'est qu'il est aussi absurde que celui du pari de Pascal. Le pari ne s'impose pas. Il n'est pas un impératif. Certes on peut croire à l'existence de Dieu ou croire à la non-existence de Dieu: mais on peut tout aussi bien croire à autre chose et se situer en dehors de la stricte exigence d'adopter une de ces deux croyances. Et c'est là le réel devoir qui s'impose à la conscience de chaque homme et à la conscience de chaque peuple. Il appartient à l'une et à l'autre de trouver en elle et en elle seule ses raisons d'agir et de vivre, ses raisons, selon l'expression spinozienne, de persévérer dans son être, C'est à dire de créer la paix.

Pour cela il convient à chaque peuple d'Europe et des autres continents d'obtenir d'être reconnu, d'obtenir d'être traité sur un pied d'agalité avec les autres peuples, d'obtenir le droit de n'avoir à craindre l'immixtion, d'aucun autre Etat dans ses affaires. C'est ce droit que réclame la Yougoslavie. C'est ce droit que devrait réclamer la France depuis qu'elle se voit contrainte de ne plus pratiquer de politique intérieure, extérieure ou coloniale qu'en fonction de la politique américaine. Par suite de cette contrainte tous les problèmes chez nous se trouvent faussés. La France ne possède plus sa personnalité historique. Voir clair en elle-même et dans les angoissantes questions de son économie de son budget, de sa reconstruction et de son empire

LE PROBLEME DE LA PAIX

serait le premier acte qu'elle pourrait accomplir au service de la paix universelle.

Il en est de même des questions de sa vie sociale. Il en est de même des questions de la vie sociale de chaque pays. Chaque pays se sait appelé, par sa tradition populaire, par son passé de luttes intérieures et de révolutions, à un progrès social. Ce développement se trouve altéré et bloqué, par le fameux dilemme et par la confusion que l'U. R. S. S. opère systématiquement entre sa politique d'hégémonie et le fait qu'elle est le pays du socialisme. C'est d'elle, c'est de Moscou que se répand tout naturellement la propagande révolutionnaire; c'est d'elle, c'est de Moscou que les prolétariats des divers pays, organisés en partis communistes, reçoivent les mots d'ordre pour leur action sociale. Or ce ne sont plus des mots d'ordre pour leur action sociale qu'ils reçoivent, mais des mots d'ordre pour la défense diplomatique et militaire du bloc soviétique contre le bloc américain. Et c'est ainsi que se produisent chez les prolétariats des divers pays une usure de leur énergie organique, une accoutumance à l'obéissance passive et irraisonnée, une perte de conscience. Leur vertu, au sens que les Jacobins, avec leur puissante intuition historique, avaient donné à ce terme, s'épuise. Les peuples

n'ont plus leur intuition historique. Ils se dépersonnalisent et se mystifient.

Les mouvements ouvriers constituaient le nerf même et le courant, le développement des diverses nations. En s'accomplissant ils accomplissaient la nation, et leur composition et leur convergence tendaient à l'avènement de la démocratie universelle et par conséquent à la paix du monde. Ils ne tendent plus aujourd'hui qu'à devenir, comme les nations mêmes, des satellites. On veut les persuader qu'ils ne peuvent plus se manifester que sous l'effet de la propagande et de la police et par le secours ou l'oppression, de l'Armée Rouge. Il leur faut retrouver leur vérité. Il leur faut retrouver leurs sources révolutionnaires. C'est là la première condition à réaliser pour permettre à toute nation de reprendre conscience d'elle-même en face des exigences et des rodomontades américaines comme en face des tortueuses emprises soviétiques en face du faux dilemme des deux blocs; c'est là première condition à réaliser pour permettre à toute nation de considérer la primauté de son existence personnelle de poursuivre en toute indépendance le cours de son histoire, d'envisager un réel effort de coopération avec les autres nations en vue de l'établissement définitif de la paix.

Le plein emploi et les Nations-Unies

L'EXISTENCE de millions de chômeurs dans le monde et la crainte d'une nouvelle crise ont amené différents pays, en particulier les pays de l'Europe Occidentale, à prendre certaines mesures, fondées sur l'expérience acquise au cours des années de crise, vers 1930, et à les qualifier de „politique du plein emploi“. Le secrétariat de l'ONU et le Conseil Economique et Social ont organisé, dans le cadre des Nations-Unies, une enquête et des études sur cette politique du plein emploi. Ces travaux ont abouti à certaines propositions.

Ces propositions ont fait l'objet de vives discussions au cours de la dernière séance du Conseil Economique et Social à Genève. Cette discussion permet en réalité de conclure qu'il existe deux espèces de pays: d'une part l'USA et d'autre part tous les autres pays. (La RPF de Yougoslavie n'est pas représentée au Conseil Economique et Social et les pays kominformistes n'ont pas participé à ces travaux.)

La caractéristique essentielle de l'exposé de la délégation américaine à cette séance a été le désir de l'USA de ne contracter aucun engagement international en ce qui concerne la question du plein emploi. Les exposés des autres pays ont surtout reflété la crainte de la crise, (dont le centre ne pouvait être ailleurs qu'en USA), contre laquelle tous les pays seraient sans défense si des mesures communes n'étaient pas prises pour l'enrayer. Les délégués des pays de l'Europe Occidentale, pour lesquels cette question a le plus d'importance, ont été en général d'accord pour estimer que ces mesures doivent se trouver sur la ligne de la proposition faite par les experts des Nations-Unies.

Suivant cette proposition chaque pays devra, avant le déclenchement de la crise, préparer des mesures palliatives destinées à entrer automatiquement en action dès que la crise prendra une certaine envergure. La préparation de telles mesures d'ordre intérieur, devrait constituer un engagement international de tous les membres des Nations-Unies. Chaque pays devrait dé-

terminer le degré d'absorption qu'il considère comme représentant le plein emploi. (Dans les pays capitalistes à industrie développée on considère qu'il y a plein emploi lorsque 2 à 5% des travailleurs industriels sont en chômage. Si le nombre de chômeurs dans un pays dépasse pendant trois mois ce pourcentage déterminé, il y aura lieu de prendre les mesures suivantes, travaux publics de grande envergure, y compris des investissements dans les industries nationalisées, les transports et les services publics; réduction des impôts directs et des contributions sociales; prix minimum garanti pour certains produits agricoles et certaines matières premières.

Ceci devrait être le programme à suivre pour stimuler en temps de crise, la demande sur les marchés. Mais ces mesures ne devraient être qu'une partie d'une politique durable du plein emploi. Ce programme permanent devrait englober la réglementation des investissements privés et publics et l'institution d'un service d'assurances sociales extrêmement vaste, qui serait une mesure de stabilisation de la conjoncture.

Ces propositions des experts sont en réalité une systématisation et presque codification des mesures et des idées conçues en Europe Occidentale depuis 1930. Ces mesures sont appliquées dans toute leur ampleur, par le Gouvernement travailliste britannique et, plus ou moins, par les autres pays de l'Europe Occidentale. A Genève les représentants de ces pays ont souvent cité à leur appui les succès obtenus dans ce sens en Europe Occidentale.

Mais tous ces „succès“ dépendent de la prospérité de l'USA. Une crise cyclique en USA entraînerait la crise dans tout le monde capitaliste et l'„exportation du chômage“ de l'USA dans les autres pays capitalistes. C'est ce que craignent tous les pays capitalistes et c'est pour cela qu'ils demandent que l'on prenne aussi des mesures internationales pour empêcher que la crise,

survenu dans un pays, se propage à d'autres et réduise à néant tous les efforts faits en vue de maintenir plein emploi.

Quoique les armements et les autres mesures que l'on prend aujourd'hui dans le monde entier aient diminué le danger immédiat de la crise, il y a encore des facteurs qui agissent sur les Gouvernements pour les faire persévérer dans les efforts qu'ils déploient pour assurer du travail à tous les travailleurs. Le déséquilibre des balances de paiements (tous les pays de l'Europe Occidentale accusent des déficits notables et constants en faveur de l'USA), l'accumulation de réserves d'or aux Etats-Unis alors que tous les autres pays restent sans réserves appréciables d'or et de devises, la cessation du financement international, sont autant de faits qui non seulement mettent l'Europe Occidentale sous la dépendance de l'USA mais augmentent aussi sa vulnérabilité et son manque de résistance en cas de crise. C'est pour cela que l'Europe Occidentale et tous les autres pays capitalistes demandent que l'on prenne, à côté de toutes ces mesures sur le plan national des mesures internationales à ces pays l'application de la politique du plein emploi.

Les experts des Nations Unies ont proposé les mesures internationales suivantes: Consultation entre Etats en vue d'un accord international destiné à éliminer le déséquilibre des balances commerciales, demande aux Gouvernements d'établir un programme d'exportation des capitaux, (si le capital privé n'arrive pas à couvrir ce programme les gouvernements des pays exportateurs de capitaux, mettraient à la disposition de la Banque Internationale les sommes correspondantes); en cas de baisse de l'importation dans un pays par suite de la crise, l'Etat en question mettrait un certain montant de ses devises à la disposition des pays dont l'exportation a été diminuée. Les pays recevant ces devises les affecteraient à des achats dans le pays menacé par la crise ce qui augmenterait les échanges internationaux et atténuerait la crise.

Les propositions discutées à Genève prévoient donc une réforme et un développement considérable des affaires de la Banque Internationale et du Fonds Monétaire. La réalisation de ces projets amènerait l'USA à devoir mettre à la disposition de la Banque et du Fonds de grandes ressources en dollars, dont disposeraient tous les membres de la Banque et, respectivement, du Fond. La délégation américaine à Genève a rejeté ces propositions. La résolution adoptée par la Conseil Economique et Social invite, en termes vagues et généraux, tous les pays à mener une politique de plein emploi. A la session de septembre de la Banque Internationale et du Fonds Monétaire les propositions de Genève n'ont même pas été discutées.

Pour quelle raison l'USA ne peut-elle pas adopter la réglementation internationale de la question du plein emploi? L'expérience acquise en Europe occidentale pendant les années aux environs de 1930 a montré que la politique du plein emploi consiste dans une intervention intense de l'Etat dans l'économie nationale. Cette intervention est allée, en Angleterre par exemple jusqu'à la nationalisation de certaines branches essentielles de l'économie. Elle s'applique aussi au commerce extérieur et à l'exportation des capitaux. La politique du plein emploi est en réalité une politique par laquelle les pays de l'Europe Occidentale désirent réaliser la stabilisation du capitalisme. L'USA ne consent pas, pour le moment, à une telle politique. Elle mène une politique de libre concurrence dans l'économie qui correspond à l'expansionisme du capital américain.

Pour toutes ces raisons la question „des mesures à prendre pour assurer et maintenir le plein emploi et la stabilité économique“, telle qu'elle est formulée dans l'ordre du jour de l'Assemblée générale de l'ONU, est une des questions économiques et sociales les plus importantes qui seront débattues à sa cinquième session ordinaire.

B. A.

La politique des blocs et l'économie de guerre

LE CONFLIT de Corée a eu notamment pour résultat d'imposer un dynamisme particulier aux marchés capitalistes dans le monde. Il a exercé une influence sur les mouvements de marchandises et de capitaux dans lesquels se dessinent avec un relief accru les éléments de l'économie de guerre.

Avant le déclenchement du conflit de Corée, les pays capitalistes s'étaient employés de toutes leurs forces à entretenir l'activité économique par des mesures artificielles et à retarder la crise de la superproduction. Les Etats-Unis maintenaient le niveau des exportations indispensables grâce à l'aide des dollars du Plan Marshall tandis que, grâce aux moyens fournis par le budget fédéral, ils maintenaient les prix élevés des produits agricoles, mobilisaient des crédits considérables pour le financement d'activités supplémentaires dans le domaine de la construction et de la consommation, votaient des montants énormes pour le financement des armements des pays du Pacte Atlantique, etc. Les pays capitalistes de l'Occident, profitant de l'aide marshallienne, avaient élargi leur programme d'investissement, opéré une nouvelle réduction des frais de production en accroissant la productivité du travail et en empêchant l'augmentation, des salaires et s'étaient efforcés de donner aux exportations un développement optimum. Tant aux Etats-Unis que dans les pays de l'Europe occidentale, un rôle de plus en plus important devait être joué par les crédits alloués au titre des armements qui, lorsque éclata le conflit de Corée, avaient atteint des sommes considérables.

A mesure que, d'une part, se multipliaient les éléments d'une crise de superproduction — accumulation des stocks de produits agricoles et de certaines matières premières, baisse de la consommation par suite de la hausse des prix et du blocage des salaires, — la politique de soutien de l'activité économique au moyen de fonds publics devenait de plus en plus active. Cette politique assignait aux éléments de l'économie de guerre un rôle important. Ils devinrent prépondérants surtout au cours de l'année 1949 car, dès la deuxième moitié de 1948, l'évolution, de la conjoncture économique commença à accuser des symptômes de plus en plus caractéristiques d'une crise de superproduction imminente.

Parallèlement, on assista à une recrudescence d'activité des facteurs qui venaient aggraver la psychose de guerre froide et contribuer au développement et à la croissance des éléments de l'économie de guerre. Sous l'influence de cet état de choses, il se produisit dès fin 1949 un changement d'orientation dans les méthodes capitalistes qui aboutit à la création de grands marchés stratégiques. On enregistra une augmentation de la demande de matières premières en vue de l'accumulation de réserves stratégiques ce qui entraîna automatiquement la hausse des prix. L'inflation, cette méthode de financement des préparatifs guerriers et des guerres qui permet d'en imputer les dépenses aux larges masses du peuple, et principalement à la classe ouvrière, fut en progression constante. Les marchés revêtirent de plus en plus la physionomie typique à une période d'économie de guerre.

Ce processus dura jusqu'à fin juin, date à laquelle, sous la pression des événements de Corée, il accusa un raidissement soudain et les éléments de l'économie de guerre devinrent un facteur encore plus important de l'activité économique des Etats capitalistes.

Dans la phase actuelle, ces éléments ont pris une ampleur telle qu'ils ont une forte tendance à se transformer en éléments dominants.

Parmi les premières mesures appartenant à l'économie de guerre, il y a lieu de signaler seulement les plus importantes: la demande de crédits de guerre aux Etats-Unis pour un montant de 10,5 milliards de dollars, et d'un crédit supplémentaire d'aide militaire à l'étranger de 4 milliards de dollars; L'octroi de crédits importants pour des achats urgents de matières premières stratégiques et l'interdiction simultanée des exportations de matériel stratégique (le terme de matériel stratégique donnant lieu à une interprétation extrêmement large); des pouvoirs étendus conférés en vue du contrôle des prix et salaires, de la production industrielle et du rationnement de la consommation; L'augmentation des montants alloués à l'Angleterre pour ses armements, portant ces montants à 9,5 milliards de dollars; la pression exercée par les Etats-Unis sur tous les pays marshallisés pour qu'ils prennent des mesures d'interdiction des exportations de matériel stratégique dans les pays du bloc soviétique et toutes les régions menacées, ainsi que la pression visant le vote d'urgence, dans les pays du Pacte Atlantique, des moyens permettant d'exécuter leurs programmes d'armement dans une proportion correspondant aux moyens affectés à ces mêmes buts par les Etats-Unis; la pression exercée par les Etats-Unis pour amener certains pays à adhérer au Pacte Atlantique, etc. etc.

Toutes ces mesures, et d'autres encore, qui ont été prises ou le seront incessamment, contribuent à déformer toujours davantage l'économie des pays capitalistes qui, depuis la deuxième guerre mondiale, n'étaient pas parvenus à aiguiller leur économie sur une voie entièrement différente de celle de l'économie de guerre, contribuent à dénaturer de plus en plus les échanges commerciaux, à susciter de profonds antagonismes au sein de l'économie capitaliste, à empêcher la coopération économique dans le monde.

L'inflation, à laquelle le conflit une fois déclenché en Corée a fourni un puissant stimulant, pèse de tout son poids sur la classe ouvrière des pays capitalistes. L'extension du programme des armements provoque des changements de structure de la production et une diminution de l'offre des biens de consommation, et partant, une hausse des prix encore plus sensible et un fléchissement encore plus accusé du pouvoir d'achat des larges masses du peuple. La première conséquence de cette situation doit donc être un effondrement du standard de vie.

Les déclarations affirmant que le programme des armements sera exécuté avec prudence afin de ne pas mettre en péril le fonctionnement normal de l'économie ont un caractère de propagande pure et sont faites dans le but de préparer la situation du point de vue psychologique afin de se placer sans secousses sociales trop violentes, si possible, sans une intensification particulière de la lutte de classes, sur la ligne de l'économie de guerre. La politique du Kom'inform a déjà suffisamment préparé le terrain pour des manœuvres semblables et analogues. Le même but est poursuivi par les déclarations selon lesquelles on s'armerait afin de défendre la paix.

En réalité, toutes les mesures ayant trait à l'économie de guerre qui sont prises dans les différents pays et sont des conséquences de la politique d'après-guerre, politique de blocs et de sphères d'intérêts, éloigne de plus le monde de la paix.

Les changements survenus dans la vie économique des pays du bloc soviétique ne sauraient pas davantage être considérés comme des manifestations positives du point de vue de l'intérêt de la paix. Ils ne peuvent l'être pour la bonne raison qu'ils s'opèrent dans des conditions de pression croissante exercée par l'U.R.S.S. sur ces pays, d'accentuation constante et systématique du processus d'asservissement des pays de l'Est européen par des méthodes étrangères à toute coopération socialiste, à toute coopération entre Etats

souverains et indépendants, sans parler du blocus économique et d'autres actes hostiles dirigés contre la Yougoslavie. Sous la pression de l'U.R.S.S., ces pays ont été contraints de modifier radicalement leurs plans économiques au prix de profondes contradictions et de sérieuses disproportions dans leur vie économique. Ils doivent effectuer la majeure partie de leur commerce extérieur avec l'U.R.S.S. qui, par l'intermédiaire du Conseil d'Assistance Economique Mutuelle à Moscou, exerce un contrôle de l'ensemble du commerce extérieur de ces pays. Etant donné que l'U.R.S.S. ne peut leur fournir le matériel de premier établissement, ni, d'ailleurs, toute une série de matières premières, ces pays en sont réduits à sacrifier certaines branches d'industrie. Les efforts et les sacrifices que l'U.R.S.S. demande (ou plus exactement impose) à ces pays afin qu'ils s'orientent davantage dans un sens comportant leur développement en tant que bases de matières premières, compromettent leur édification socialiste, freinent, dans les pays moins évolués du point de vue technique et économique, le processus d'industrialisation et y maintiennent de ce fait les anciens rapports d'exploiteurs et d'exploités.

La coordination planifiée du développement des forces productrices dont il est beaucoup question dans le bloc soviétique et surtout en U.R.S.S. se réduit, en fait, à une adaptation délibérée de l'économie de ces pays aux intérêts de l'économie soviétique. Il est difficile d'établir une différence entre les conséquences de ce processus d'adaptation ou de cette politique d'„unification“ et celles résultant, pour les masses laborieuses des pays capitalistes, du passage à l'économie de guerre. L'une et l'autre voie ont conduit à un arrêt de l'édifications pacifique. Dans l'un et l'autre cas, les conséquences sont le résultat de la politique des blocs.

La politique des blocs et des sphères d'intérêts dans la période d'après-guerre a empêché la coopération économique mondiale qui aurait dû servir de base à une évolution pacifique générale. Elle a frustré l'Europe occidentale de la possibilité de développer des échanges importants avec l'Europe orientale et de régler ainsi à l'amiable la question du déficit de sa balance des paiements; les pays de l'Est européen, d'autre part, en tombant de plus en plus sous la coupe de l'U.R.S.S. ont été privés des sources nécessaires de matières premières et des biens d'investissement qui leur auraient sans aucun doute permis d'accélérer leur édification économique. L'Union Soviétique, avec les pays qui lui sont assujettis, a abandonné, par sa politique sans précédent d'agression économique (de blocus économique) contre la Yougoslavie et ses nombreux actes hostiles, la plate-forme de la lutte contre la discrimination telle que la pratiquent les pays capitalistes.

Dans ces conditions, l'assujettissement de certains pays par d'autres pays „dirigents“ au sein de deux blocs est devenu la forme essentielle de la „coopération“. Les contradictions d'une telle politique de „coopération“ économique ont inéluctablement conduit aux contradictions de la politique de maintien de la paix.

Ces contradictions ont commencé à s'aggraver à l'instant ou, dans la période d'après-guerre, la politique de cours aux armements et de menace directe à la paix mondiale a servi de plus en plus de moyen destiné à empêcher un arrêt de l'activité économique, à différer la crise de superproduction. Une telle politique a inéluctablement engendré une autre, une nouvelle contradiction, l'impossibilité pour cette politique de s'adapter à un développement normal de l'économie, à une politique de coopération économique dans le monde. L'économie de guerre, surtout dans un monde divisé en blocs et en sphère d'intérêts, n'a jamais pu et ne pourra pas davantage cette fois-ci être un moyen de sauver la paix. D'autant plus que c'est elle qui, en tant que facteur potentiel et décisif dans les relations internationales, engendre l'agression.

VIM

Le problème de la concurrence Allemande

LA DEFAITE totale de l'Allemagne dans la deuxième guerre mondiale et les conséquences de cette défaite ont eu pour résultat une éviction temporaire de l'Allemagne des marchés mondiaux. Mais bien que cette situation ait enlevé au problème de la concurrence allemande son caractère d'actualité et de gravité, elle n'a pas suffi pour le résoudre. En effet, personne ne pouvait se laisser abuser par l'élimination presque complète des exportations allemandes pendant les premières années qui suivirent la guerre (lorsque la quotité des exportations d'Allemagne, qui représentait 9,10% du commerce mondial, en 1937, tomba à 0,65% en 1947) et chacun savait qu'il s'agissait d'un phénomène essentiellement passager et que la question des exportations allemandes poserait de nouveau, tôt ou tard, un problème qui exigerait une solution.

Une tentative d'apporter une solution à longue échéance, une solution vraiment radicale de ce problème est représentée par le fameux Plan Morgentau, qui prévoyait la desindustrialisation de l'Allemagne et sa reconversion en pays essentiellement agricole. Or, ce plan n'a pu résister au conflit existant entre la réalité allemande et la réalité européenne de l'après-guerre et il devient nécessaire, par conséquent, de rechercher d'autres voies et d'autres moyens pour résoudre le problème de la concurrence allemande.

Au début de l'occupation de l'Allemagne, à l'époque où les idées de Morgentau étaient prépondérantes aux Etats-Unis, une unité assez complète avait été réalisée entre les puissances d'occupation en ce qui concerne les obstacles à opposer au relèvement de la production industrielle allemande et des exportations de produits d'Allemagne. Bien que l'Angleterre, en tant que partie la plus intéressée, ait déployé le plus d'activité dans ce domaine, les trois puissances d'occupation occidentales avaient pris, soit conjointement, soit séparément, les mesures les plus diverses dans le but de différer le plus longtemps possible la réapparition de l'Allemagne sur les marchés mondiaux. Voici quelques-unes de ces mesures: prolongation artificielle du marasme économique, fixation d'un niveau relativement bas de la production industrielle, démantèlement d'usines de l'industrie lourde modernes et rentables et démontage d'entreprises concurrentes de l'industrie le-

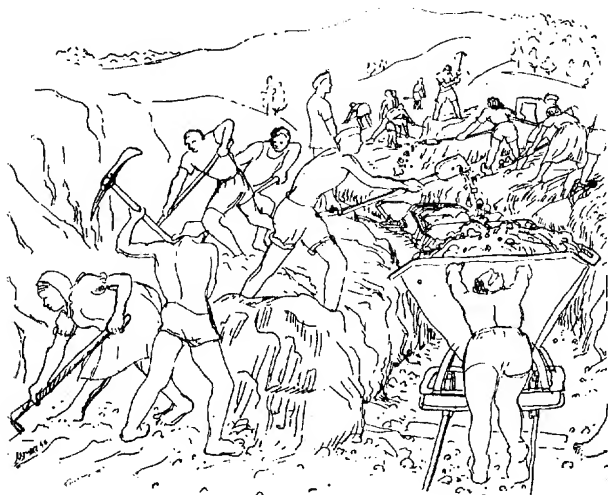
gère, non-délivrance de permis de travail à des entreprises concurrentes, introduction d'un système bureaucratique compliqué d'octroi de licences d'exportation et d'importation, établissement d'un cours dollar-mark relativement élevé, exigence de paiements en dollars pour les exportations allemandes, dissolution, dans le cadre d'une soi-disant décartélisation, des unités éconómico-techniques verticales.

Cependant, à mesure que s'affirmaient aux Etats-Unis des idées opposées à celles de Morgentau et selon lesquelles l'Allemagne était appelée à devenir le point d'appui essentiel des Etats-Unis en Europe, tant par rapport au bloc oriental qu'aux Etats capitalistes de l'ouest européen et devait pour cela être plus forte et devenir un pays politiquement et économiquement sain dans l'acception capitaliste de ce terme, à mesure, que de plus, les Etats-Unis consolidaient leurs positions en Allemagne même, c'est-à-dire depuis l'entrée en vigueur du Plan Marshall, les Etats-Unis modifièrent graduellement leur attitude à l'égard de la production industrielle allemande et de la question des exportations d'Allemagne. Et bien entendu, les résultats, dus d'ailleurs en grande partie aux Allemands eux mêmes ne se firent pas attendre.

A dater de la réforme monétaire opérée vers le milieu de 1948 dans les zones occidentales, l'industrie de production de l'ouest allemand prit un essor rapide et son indice (1936 = 100) passa de 62 en juin 1948 à 89 en 1949 pour atteindre 104 en avril 1950. Les exportations accusèrent un accroissement parallèle. De 319 millions de dollars en 1947, elles atteignaient 646 millions en 1948, 1.125 millions en 1949 pour se chiffrer par 356 millions pendant le premier trimestre de 1950, soit une augmentation de 29% par rapport au premier trimestre de 1939.

Les produits allemands font leur réapparition sur les marchés mondiaux et, ce qui est plus important, leurs prix sont sensiblement inférieurs à ceux de la concurrence. En voici quelques exemples: L'offre des Allemands pour l'adjudication des travaux du grand barrage du Nil à Assouan en Egypte est de 40% meilleur marché que les autres soumissions. Les Allemands demandent à l'Uruguay 50.000 dollars pour une locomotive tandis que le prix des Américains est de 120.000 dollars. En Turquie les Allemands ont conclu une fourniture de 26.000 tonnes de rails de chemin de fer à des prix non seulement inférieurs à ceux des Anglais mais de 33% meilleur marché que les Américains. D'autre part, selon des informations de la presse anglaise et française, de nombreux acheteurs étrangers ont déjà informé, des firmes anglaises qu'ils transfèreraient dès l'année prochaine leurs commandes à l'Allemagne et au cours des derniers mois écoulés, les Allemands ont enlevé aux firmes anglaises une grande quantité de commandes de matériel électro-technique, d'ailleurs à des prix inférieurs de 30% à ceux des Anglais. L'augmentation considérable des exportations d'automobiles en 1949 et 1950 est également fort caractéristique à ce point de vue. Alors que les exportations de voitures automobiles de Grande-Bretagne accusait, pendant le premier trimestre de 1950, une augmentation de 75% par rapport à la même période en 1949 et que l'exportation de ces mêmes voitures de France en Italie demeurerait à peu près stationnaire, l'exportation, de voitures automobiles d'Allemagne occidentale enregistre une augmentation de 366%. La situation est la même pour camions automobiles. Si l'on ajoute que les Anglais commencent à se plaindre de la concurrence allemande dans les constructions navales et d'autres branches de l'industrie, ils ne subsistent plus de doute que l'Allemagne occidentale se présente sur les marchés mondiaux comme un concurrent dangereux pour les pays capitalistes de l'Europe occidentale et, avant tout, de la Grande-Bretagne.

Les facteurs essentiels qui ont permis à l'Allemagne d'en arriver là sont les suivants: main-d'œuvre peu coûteuse et spécialisée; nombreux chômeurs et



Franyo Mraz: Le Creusement d'une tranchée à Kiséliak

pression exercée par ceux-ci sur le niveau peu élevé des salaires; volume important du marché intérieur; absence de dépense militaires qui n'est compensée que partiellement par les frais d'occupation; fiscalité faible; charges sociales relativement modiques; haut degré de concentration et de mécanisation des entreprises; bas prix du charbon et par conséquent de l'acier; tarifs des transports relativement bon marché; grand nombre d'entreprises qui fonctionnent avec des installations encore en bon état mais déjà entièrement amorties, etc. Néanmoins, il existe aussi certains facteurs qui jouent au détriment des firmes allemandes, notamment; un certain décalage technique résultant du démantèlement, de la décartélisation, etc. une productivité de travail amoindrie, ainsi que le retard mis par les Allemands à profiter du boom d'après-guerre. Toutefois, non seulement les avantages sont plus importants pour les Allemands que les faiblesses, mais celles-ci n'ont en général qu'un caractère passager.

Dans ces conditions, il est tout à fait compréhensible que les pays capitalistes de l'Europe occidentale les plus menacés par la concurrence allemande s'efforcent d'éliminer les éléments qui favorisent l'Allemagne. A cet effet, les Français et les Anglais ont notamment procédé l'année passée à une dévaluation plus faible du mark que de leur propre monnaie. C'est dans le même but que les Français, soutenus par la Grande-Bretagne, ont formulé une demande qui devait être jusqu'à un certain point adoptée par les Etats-Unis et portait sur une réduction de la différence entre les prix du charbon de la Ruhr sur le marché intérieur et pour l'exportation. Il faut citer dans le même ordre d'idées les exigences visant une réduction des tarifs de transport par chemin de fer du charbon exporté d'Allemagne (ce qui permettrait aux Français de se procurer le charbon de la Ruhr à meilleur marché), ainsi que le maintien de frais d'occupation élevés, etc.

Toutefois, toutes ces mesures, susceptibles d'affaiblir dans une certaine mesure la concurrence allemande, ne sauraient résoudre le problème de cette concurrence proprement dite. En réalité, dans les conditions différentes créées par l'après-guerre, conditions résultant de l'aggravation de la lutte entre les deux blocs, ce problème s'est confondu avec celui, de l'intégration économique de l'Allemagne occidentale dans le bloc occidental. Car, en tant que pays fortement industrialisé, disposant de ressources amoindries en matières premières et produits agricoles et d'une population d'une densité accrue, séparée, pour des raisons politique et stratégiques, de ses débouchés naturels situés sur les territoires du bloc oriental, l'Allemagne doit exercer une pression extrême sur les marchés du bloc occidental, provoquant ainsi une aggravation des contradictions existant au sein de ce bloc. Des exemples de la concurrence grandissante des produits allemands sur les marchés occidentaux ont déjà été cités plus haut. Il y aurait d'y ajouter le fait qu'au début de l'année le problème de la surproduction de l'acier se posait déjà en Europe occidentale.

Considéré sous cet angle, le plan Schuman constitue non seulement un effort visant l'éviction de la concurrence allemande, mais avant tout une tentative de résoudre le problème de l'intégration économique de l'Allemagne occidentale dans le bloc occidental. En effet, ce plan envisage non seulement la création d'un marché unique du charbon et de l'acier, l'égalisation des prix de ces deux produits, mais aussi, par l'ouverture de nouveaux débouchés aux produits allemands en Afrique, le relâchement de la pression exercée sur les autres marchés capitalistes.

Entretemps, la guerre de Corée, qui a servi de prétexte à l'accélération des armements en Europe occidentale — ce qui a, par exemple transformé du jour au lendemain l'excédent d'acier en pénurie, — est venue faciliter dans une mesure considérable, même si ce n'est qu'à titre provisoire, l'intégration économique, militaire et politique de l'Allemagne occidentale dans le bloc occidental. Ainsi, ceux qui sont responsables de cette guerre ont rendu, à ce point de vue, un service inappréciable au monde capitaliste.

S. POLITCH

L'importance de la création de nouveaux Etats en Asie du Sud et Sud-Est

La rédaction de „Politique mondiale“ a reçu plusieurs lettres émanant de différents milieux et soulevant la question de l'importance à attribuer à la création de nouveaux Etats en Asie du Sud et Sud-Est, étant donné que des opinions diverses existent à ce sujet dans l'opinion publique mondiale.

Le présent article a été écrit pour répondre à ces demandes.

LES nouveaux Etats de l'Asie du Sud et du Sud-Est ont surgi après la deuxième guerre mondiale de la vague puissante du mouvement de libération nationale, qui a aggravé dans une mesure extrême la crise du système colonial impérialiste. La lutte pour l'indépendance nationale comme la première des conditions préalables d'une meilleure vie a englobé les plus larges masses des pays coloniaux et semi-coloniaux. L'impérialisme sensiblement affaibli, n'a pas été en état de résister efficacement en certains points à l'assaut des masses révolutionnaires.

A la différence de la Chine où la lutte pour la libération nationale a été menée sous la direction du Parti communiste les pays d'Asie du Sud et du Sud-Est à l'exception du Viet-Nam, ont vu prendre la tête du mouvement de libération nationale, dans les conditions historiques existantes (dans lesquelles nous envisageons les facteurs objectifs et aussi subjectifs, notamment la faiblesse des partis du prolétariat), non pas par les couches les plus radicales du peuple, mais par la partie de la bourgeoisie nationale prête au compromis.

Néanmoins ce mouvement a pris une telle ampleur (rappelons-nous les événements de 1946 dans l'Inde: les mutineries dans la marine et l'aviation hindoues, les grèves qui représentèrent une perte de plus de 12 millions de journées de travail, l'insurrection des paysans à Telengani) que les impérialistes ne furent plus en état de maintenir l'ancien régime par leurs propres forces et en s'appuyant exclusivement sur les féodaux du pays et les autres couches réactionnaires. Mais un tel essor du mouvement populaire n'a pas seulement forcé les impérialistes à battre en retraite; il a en même temps, sapé les positions de la bourgeoisie nationale. Sous la pression des masses populaires les impérialistes ont été obligés de consentir au transfert du pouvoir à la bourgeoisie nationale qui précisément parce qu'elle est relativement faible et qu'il lui faut un appui de l'extérieur fut contrainte à faire des concessions économiques et politiques.

Ce processus fut accéléré dans une certaine mesure par l'antagonisme des intérêts des anciens maîtres coloniaux et les milieux dirigeants de l'URSS visant la suppression de toutes les barrières qui se dressent sur la voie de la pénétration intégrale du capital américain. Or, l'ancien système colonial représentait et représente encore jusqu'à un certain point, une de ces barrières.

Les conditions sous lesquelles se sont formés les nouveaux Etats de l'Asie du Sud et du Sud-Est étaient différents, dépendant de la force même du mouvement de libération dans chacun de ces pays. Ainsi, par exemple, la nouvelle République d'Indonésie a accepté de payer aux Pays-Bas „dette“ de 4,5 milliards de florins, somme qui comprenait même les dépenses de quatre années de guerre contre le peuple indonésien. De même à la conférence de la „Table Ronde“ à La Haye, la jeune République dut consentir à la constitution des Etats-unis fédératifs d'Indonésie, bien que divers petits Etats fantoches, à la tête desquels se trouvaient des agents des colonialistes, soient entrés, si ce n'est qu'à titre temporaire, dans la composition de ces Etats-Unis.

Cependant, la création d'Etats nationaux en Asie est en premier lieu l'expression de la faiblesse de l'impérialisme. De tous les nouveaux Etats de l'Asie du Sud et du Sud-Est les forces armées et la police étrangère se sont, en général, retirées. Bien que l'appareil étatique existant ait été conservé en majeure partie, tous les étrangers ont été évacués de ses sommets et les langues officielles anglaise et hollandaise ont été remplacées par les langues vernaculaires. On peut constater d'ores et déjà que le développement historique et social de ces pays accuse un rythme rapide.

A l'aide de son propre appareil étatique la bourgeoisie du pays élimine quoique avec incoséquence certains éléments féodaux (les principautés dans l'Inde et différents petits Etats féodaux en Indonésie) accélère le développement du capitalisme, ce qui entraîne nécessairement une augmentation numérique de la classe ouvrière une différenciation plus marquée dans les campagnes etc. Toutefois, les conditions de vie extrêmement difficiles des masses laborieuses ne l'améliorent pas et les larges couches du peuple se rendent compte que le nouvel Etat ne leur a pas apporté la meilleure vie promise. Elles exigent de plus en plus instamment indépendance nationale pleine et entière et une organisation sociale plus progressiste. C'est justement parce que l'apparition de nouveaux Etats nationaux offre la possibilité de développer de telles tendances qu'il est hors de doute que le Comité National de Yougoslavie pour la défense de la paix a donné une appréciation correcte en affirmant que ce phénomène représente un pas en avant dans le développement historique des peuples d'Asie.

La création de ces Etats est en même temps une contribution considérable à la lutte pour la paix dans le monde. Une expérience relativement récente de l'existence des nouveaux Etats d'Asie a déjà montré que ces pays représentent dans une certaine mesure un élément adverse à la formation de blocs de guerre et à la subordination aux grandes puissances „dirigeantes“ au sein de ces blocs.

A ce point de vue l'attitude de l'Inde - le plus grande de ces pays - est la plus nette. Quoique les milieux dirigeants de ces Etats aient besoin de l'appui des impérialistes les divergences de vue entre eux et ces derniers n'en apparaissent pas moins clairement dans de nombreuses questions.

Les nouveaux Etats asiatiques luttent, quoique d'une manière insuffisamment conséquente, pour une indépendance complète et un développement économique général qui la garantirait, tandis que les milieux financiers des métropoles désirent conserver ces Etats comme des satellites de leur système économique. Ces tendances divergentes sont exprimées clairement dans toutes les discussions à l'ONU concernant le développement économique des pays dénommés peu évolués.

A cause des divergences existant entre les Etats petits et grands, entre les pays industriellement développés et peu évolués, et surtout à cause de la pression des masses populaires portées à l'antimilitarisme et qui n'ont pas encore achevé la lutte pour leur indépendance nationale, maints dirigeants des nouveaux Etats d'Asie refusent de laisser leurs pays devenir partie de l'un ou de l'autre bloc. C'est ainsi que même un vieil homme d'Etat indonésien très conservateur, Agun Salim, ex-ministre des Affaires Etrangères, a déclaré en mai dernier „Nous avons secoué la domination politique de l'Occident. Dans la guerre froide alors que les deux parties suivent une voie erronée, l'Indonésie ne se joindra ni à l'une ni à l'autre“. L'attitude de l'Indonésie envers la Chine à l'égard de la question de la reconnaissance de Bao Dai ainsi que la tentative hindoue de médiation dans le conflit armé de Corée et la proposition de constituer un Comité de 6 membres non-permanents du Conseil de Sécurité en vue de la solution de ce conflit appartiennent toutes à cette même ligne de conduite.

La création de nouveaux Etats en Asie augmente le nombre des pays qui d'une manière plus ou moins conséquente tendent à l'établissement de relations sur

un pied d'égalité entre les Etats petits et grands, aspirent à s'affranchir de la dictature des grandes puissances, et s'opposent donc à la création de blocs soumis à l'une ou à l'autre des grandes puissances. En ce sens les aspirations de ces nouveaux Etats coïncident avec le désir de paix de l'énorme majorité du genre humain et avec les principes de la Charte de Nations Unies.

La propagande soviétique nie entièrement toute importance à la création de ces nouveaux Etats du point de vue du progrès. Cette négation de faits réels se trouve complètement sur la ligne de la politique hégémoniste de l'URSS et de ses bases „théoriques“ selon lesquelles il ne peut être fait un seul pas dans le développement actuel historique et social sans „libération“ par l'Armée Rouge et sans subordination totale du pays „libéré“ à la bureaucratie moscovite. (Cela n'empêche cependant pas l'URSS d'envoyer en même temps dans ces pays d'importantes missions diplomatiques qui déploient les plus grandes efforts pour établir la liaison avec ces milieux tout en qualifiant ceux-ci de „laquais de l'impérialisme“.)

Reconnaître quoi que ce soit de positif dans la création des nouveaux Etats d'Asie et dans le rôle qu'ils jouent dans la conjoncture actuelle signifierait reconnaître l'existence de petits Etats qui aspirent à l'indépendance et à des relations sur un pied d'égalité et qui ne veulent pas faire tout simplement partie de l'une ou de l'autre sphère d'intérêts ou être un docile de l'un ou de l'autre bloc de guerre.

Pour cette raison le Parti communiste de l'Inde a été sévèrement blâmé d'avoir salué la formation de l'Etat hindou en 1947 comme un pas en avant dans l'histoire du peuple hindou comme le résultat de sa lutte et non pas comme une manœuvre exclusive des impérialistes.

Quoiqu'il soit tout à fait clair que les peuples des nouveaux Etats de l'Asie du Sud et du Sud-Est n'ont pas encore achevé leur lutte pour l'indépendance nationale et la démocratie il est aussi évident que la création de leurs nouveaux Etats nationaux est un pas en avant dans cette voie et qu'elle représente une consolidation des positions de la paix dans le monde.

V. P.



D. ANDREYEVITCH-KOUN: LA TERREUR FASCISTE EN ESPAGNE

Pourquoi la direction du CC du PCS(b) élude-t-elle toute discussion des problèmes d'une importance vitale pour le mouvement ouvrier international

Cet article a été écrit, pour tonir lieu de réponse à des lettres reçues de l'étranger.

MALGRÉ l'explication qui en a été donnée, il y a une question qui n'en a pas moins continué, surtout à l'étranger, de figurer à l'ordre du jour, savoir: Pourquoi le Kominform (en d'autres termes le PCS(b) n'a-t-il pas étayé sur des documents ses accusations contre la Yougoslavie et pourquoi élude-t-il toute discussion de principe ou d'un caractère scientifique sur des questions demeurées pendantes et qui attendent toujours une réponse de la part des théoriciens „officiels“ et „reconnus“ du marxisme-léninisme?

Les lettres adressées par les dirigeantes du Parti bolchévique à Tito et à Karelj, ainsi que la première et la deuxième Résolution du Kominform fournissent une réponse assez claire à cette question. Si l'on écarte toutes les inventions diverses et les fausses imputations — qui constituent déjà par elles-mêmes une dérogation aux principes — seule subsiste l'allégation pure et simple que les dirigeants yougoslaves sont des trozkystes et des fascistes. De cette façon, les chefs du Parti bolchévique renoncent à toute discussion, la fuient, comme ils ont fui la conception de principe. Leur calcul a été suivant: Si nous qualifions tout cela de fascisme et de trozkysme, si nous traçons tout cela de manifestations politiques déjà connues et explicites, il n'est plus nécessaire que nous fournissions aucune explication supplémentaire. Tout cela a déjà été élucidé et expliqué scientifiquement. Il est suffisant de donner une définition. Les communistes yougoslaves sont des trozkystes et des fascistes et nous ne discutons pas avec eux, c'est-à-dire avec des trozkystes et des fascistes. Mais ce n'est pas tout. Ils ont aussi interdit toute discussion, car quiconque discute avec des trozkystes et des fascistes ne vaut pas mieux qu'eux, est, lui aussi, trozkyste et fasciste!

Toute discussion de principe suppose le recours à des arguments scientifiques. Celui qui a la vérité pour lui, qui lutte pour elle, peut insister pour qu'il soit procédé à une discussion au cours de laquelle la force des arguments scientifiques et des faits amènera son adversaire à battre en retraite et lui assurera à lui, sur le plan théorique, une victoire qui se transformera automatiquement en victoire politique. Voilà pourquoi Lénine avait accepté la discussion et avait mené la lutte

avec Trotzky et ses adeptes, lutte de principe dans laquelle il battit ses adversaires par la force de ses arguments et des faits à l'appui. Il en fut ainsi jusque et y compris le moment où se déroula la lutte contre Trotzky, les trozkystes et le trozkysme. Mais, plus tard, cette lutte commença à servir de moyen de liquider les différents courants de l'opposition qui n'avaient rien de commun avec le trozkysme. Ainsi eurent lieu les procès célèbres où furent jugés de la façon que l'on sait les espions trozkystes, les espions qualifiés de trozkystes, les trozkystes qualifiés d'espions et, à leurs côtés, des hommes qui n'étaient ni trozkystes, ni espions. Du terrain de la discussion de principe avec les trozkystes, la lutte passa sur celui d'un règlement de comptes dénué de principes avec l'opposition en général, sous le masque de la lutte contre les espions et les saboteurs trozkystes. La lutte de principe devint une lutte dépourvue de principes lorsque les arguments scientifiques commencèrent à faire défaut et qu'il fallut recourir à d'autres méthodes qui, pour peu convaincantes qu'elles étaient ne s'en révélèrent pas moins fort efficaces. De l'argumentation scientifique qui servait initialement d'accompagnement obligatoire au procès, on passa d'abord au procès seul, et ensuite du procès à la procédure de simple „élimination“.

Ce n'est donc pas du tout par hasard que la centrale du Kominform a baptisé du nom de trozkyste la lutte du PC de Yougoslavie pour l'égalité en droits de partis communistes dans les pays socialistes et qu'elle essaie ainsi de liquider plus aisément cette lutte et de la représenter comme l'œuvre de l'espionnage étranger. Toutefois, le résultat obtenu a été nul pour plusieurs raisons. Tout d'abord le trozkysme avait, premièrement, été réfuté par des arguments scientifiques et, deuxièmement, réprimé en tant que courant dans le mouvement ouvrier. Or, la tentative de liquider la lutte du PC de Yougoslavie contre des méthodes de commandement émanant d'un seul centre en la faisant tomber sous le coup d'un paragraphe relatif au trozkysme constitue en fait une tentative d'omettre la deuxième partie, la partie que nous appellerons „technique“ de ce paragraphe: la liquidation. Il est facile de deviner pourquoi la première partie a été omise!

Si les chefs du PCS(b) avaient eu le moindre soupçon que la direction

du PC de Yougoslavie avait réellement renoncé à l'édification du socialisme et s'était engagée dans la voie de la restauration du capitalisme, ils auraient essayé de le prouver par des arguments. Or, ils ne disposaient ni d'arguments, ni de faits. Pour eux, toute l'érudition de Marx, d'Engels, de Lénine, était vide de ressources. Ils n'y trouvaient aucune recette qui leur eût permis de convertir leurs mensonges en vérité. Pleins de rage ils lui ont tourné le dos et sont sortis en claquant la porte.

Si la Yougoslavie s'était trouvée dans l'orbite de l'U. R. S. S. ou dans la position des pays placés sous son „dikiat“, il y a longtemps qu'une série de procès aurait vidé ce litige. La presse mondiale aurait, du moins pendant un certain temps, diffusé des informations à ce sujet, elle aurait même, peut-être, fait du bruit autour de ces événements, puis le silence se serait fait (comme dans de nombreux cas analogues où la presse a d'abord écrit, puis cessé d'écrire). Mais la Yougoslavie n'est pas un „gouvernement“ soviétique, il n'y a pas chez elle de secrétaire obligatoire du Parti — d'Ivan Ivanovitch. La Yougoslavie est un pays où le pouvoir du peuple s'est consolidé, qui a, seul, de ses propres forces, conquis sa liberté et son indépendance afin d'édifier le socialisme tel qu'il l'estime le mieux adapté à ses conditions d'existence et afin de poursuivre dans la voie qu'il s'est tracée. C'est pour cela qu'un tel peuple, libre et indépendant, a été capable de résister aux tentatives d'assujettissement et aux commandements militaires de l'extérieur, de s'opposer à la suppression de sa liberté et de son indépendance, équivalant en dernière analyse à la suppression de son individualité. Et puisque le litige ne pouvait se vider dans le cadre d'une discussion scientifique et d'un caractère de principe (que la direction du PCS(b) ne voulait et n'osait accepter) et qu'il était impossible de le trancher par des procès ou d'autres méthodes analogues, les conditions nécessaires faisant défaut, certains moyens furent mis en œuvre dans le but de forcer la Yougoslavie à renoncer à sa lutte, c'est-à-dire à sa direction, à son Parti et, en dernière analyse, à son indépendance et à l'édification du socialisme.

Bogdan PECHITCH

„LA PEUR A DE GRANDS YEUX“

SI PAR HASARD un touriste étranger ou tout autre voyageur avait eu envie de visiter la Yougoslavie, il est certain qu'après le 17 septembre, il aurait renoncé à son projet, car il aurait cru impossible d'arriver à bon port et de vivre dans ce pays. Il se serait fait une pareille idée de la Yougoslavie pour avoir lu l'organe officiel du gouvernement soviétique, „Izvestia“ qui, selon des renseignements émanant de l'Agence soviétique TASS — également officielle — publiait à la date indiquée une nouvelle annonçant que „plus de 400.000 mineurs yougoslaves avaient abandonné le travail en signe de protestation contre le gouvernement arbitraire de la clique de Tito“.

Il n'est pas difficile de déduire du chiffre assez élevé indiqué par l'Agence TASS la notion que l'U.S.S.R. se fait de la Yougoslavie, malgré toute l'hostilité qu'elle lui témoigne, notion de l'augmentation rapide des effectifs de la classe ouvrière yougoslave, principalement dans l'industrie minière. Il est hors de doute que la centrale de l'Agence TASS en est arrivée à ces chiffres et à cette notion en supputant les résultats obtenus par les mineurs yougoslaves dans les mines qu'ils dirigent maintenant eux-mêmes. Or, selon les statistiques officielles, le nombre des mineurs yougoslaves ne dépasse actuellement pas 150.000. A qui la faute si l'U.R.R.S. jugeant d'après les succès remportés par les mineurs yougoslaves, croit qu'il y en a 400.000? Aussi, bien qu'un grossier mensonge ait été avancé concernant l'abandon du travail et le nombre des mineurs en question, ce mensonge comporte cependant un hommage indirect rendu au développement intense de l'industrie minière en Yougoslavie. Car la peur inspirée au Kominform par la vérité yougoslave et le triomphe du socialisme en R.F.P.Y. a dilaté d'une façon surnaturelle les

yeux des inspireurs de la campagne antiyougoslave, de sorte que leurs pupilles ont vu beaucoup plus grand, en fait plus de deux fois et demie plus grand.

UNE RÈGLE, AUSSI ANCIENNE QUE L'APPARITION DES PREMIERS JOURNAUX, veut que la rédaction de tout journal, revue ou publication qui désire demeurer en contact avec ses lecteurs, réserve la première place dans ses colonnes à des sujets qui intéressent les lecteurs qui revêtent un caractère d'actualité et sont susceptibles de retenir leur attention. Cette règle joue pour tout le monde et particulièrement pour les publications destinées à un public composé d'éléments divers en dehors des frontières d'un pays déterminé.

Cette règle est bien connue en U.R.S.S. Elle l'est aussi de la revue hebdomadaire semi-officielle „Novoje vremja“. Pour éviter de l'enfreindre, car la revue en question paraît non seulement en russe, mais aussi en quatre autres langues (anglais, français, allemand et polonais), elle a commenté à sa manière dans son numéro du 6 septembre, les visites d'étrangers en Yougoslavie. Il est d'ailleurs exact que ces visites méritent d'attirer l'attention. Elles ont eu lieu à la suite de l'appel adressé par le Comité National de Yougoslavie des Partisans de la Paix à tous les hommes de bonne volonté pour les inviter à venir en Yougoslavie se convaincre sur place de l'exactitude ou de la fausseté des assertions de la propagande du Kominform concernant les intentions agressives de la Yougoslavie à l'égard de ses voisins kominformistes.

Ces visites avaient sans aucun doute éveillé l'intérêt des lecteurs étrangers de la revue „Novoje vremja“. La rédaction estima son devoir de satisfaire la curiosité de son public. Elle s'y employa en publiant dans le numéro en

question un commentaire relatif au séjour de visiteurs étrangers en Yougoslavie et intitulé, „Les hôtes anglais de Belgrade“. Elle essaya toutefois, vraisemblablement d'accord avec les „instances supérieures“, d'éluder une réponse en recourant à la méthode de Goebbels qui consiste à défigurer un fait en isolant certain détail d'un ensemble de manifestations complexes et en dénaturant ainsi sa signification réelle. Il est en effet question dans cet article, outre des racontars antiyougoslaves standardisés, des visites en Yougoslavie, mais comme si elles s'étaient bornées au séjour de quelques Britanniques, hommes d'Etat et officiels du Parti travailliste, afin de pouvoir finir par une phrase indiquant que ces visites ont eu pour but „de se servir de la clique de Belgrade en vue de la préparation d'une nouvelle guerre mondiale“.

L'article ne souffle mot de ce qui intéresse tous les hommes épris de liberté, c'est-à-dire du fait que la plupart des personnes qui ont visité la Yougoslavie depuis le 17 juillet, date du Congrès du Comité National de Yougoslavie des Partisans de la Paix, y sont venues pour s'assurer de l'inexactitude des accusations du Kominform contre la Yougoslavie. L'article passe entièrement sous silence le fait que la Yougoslavie a reçu et continues à recevoir de visite de personnalités progressistes de toutes les parties du monde et pas seulement d'Angleterre.

Les raisons qui poussent la presse soviétique à cacher la vérité sont bien connues. Car, pour l'U.R.S.S., dire la vérité équivalait à démentir ses propres inventions. C'est ce que la presse soviétique évite soigneusement. C'est pour cela que le „Novoje vremja“ reste devoir à ses lecteurs une réponse qu'il ne peut leur donner dans la situation actuelle.

M. D.

LETTRE DU BRÉSIL

A LA VEILLE DE L'ÉLECTION DU NOUVEAU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DU BRÉSIL

SUIVANT la coutume des républiques de l'Amérique latine, la campagne électorale précédant au Brésil l'élection du président de la République commence très tôt, dure longtemps, et est d'ordinaire très mouvementée.

C'est en octobre de cette année qu'aura lieu l'élection du nouveau président de la République du Brésil. Celui-ci se trouvera à la tête de la République du Brésil pour une nouvelle période de quatre ans, et cela dans la phase actuelle de la guerre froide, quand les tendances de l'Amérique du Nord à étendre son emprise sur tout le continent américain prennent une forme de plus en plus évidente et concrète.

Jusqu'à présent trois candidats à la présidence de la République se sont présentés: Getulio Vargas, Cristiano Maciada et Eduardo Gomez. Ces trois candidats tirent leur origine des couches supérieures de la classe dirigeante, ils représentent tous les trois la grosse bourgeoisie, les magnats de la finance et les fazendeiros — propriétaires de vastes plantations de café, de canne à sucre et de coton.

Pour bien comprendre les événements politiques au Brésil, il ne faut pas perdre de vue le fait que la vie politique de ce pays se trouve encore aujourd'hui à l'ombre immense de celui qui fut pendant de longues années président et dictateur du Brésil, Getulio Vargas. Pendant quinze ans, cet homme a régné sur le Brésil d'une façon absolue pendant quinze ans il a fait tout ce qui était en son pouvoir pour se créer des appuis parmi les couches supérieures de la bourgeoisie locale, dans ce pays qui compte 80% d'illettrés, parmi la petite bourgeoisie et les masses populaires.

Vargas a posé sa candidature à la présidence à la tête de son Parti Ouvrier Brésilien. Ce parti a beaucoup d'influence sur la classe ouvrière et les employés, ensuite chez les fonctionnaires d'Etat et la petite bourgeoisie et enfin dans l'armée, surtout parmi les sous-officiers et les officiers subalternes. Il a l'appui du Parti Socialiste Progressiste provincial d'Ademar Barros, le président actuel du plus grand Etat fédéral brésilien, Sao Paulo.

Le second candidat, Cristiano Maciada, est soutenu par le Parti Social Démocratique du président actuel de la République, le général Dutra. Ce parti s'appuie surtout sur les gros propriétaires fonciers, les fazendeiros, mais il recrute égale-

ment ses partisans parmi les industriels, l'armée, le clergé, ainsi que parmi les fonctionnaires. Il est également soutenu par trois groupes politiques d'influence insignifiante — le Parti Social Ouvrier, le Parti Ouvrier National et le Parti Républicain.

Le troisième candidat est Eduardo Gomez, qui se trouve à la tête de l'Union Démocratique Nationale — le parti des riches banquiers, des propriétaires fonciers, des industriels, commerçants, des intellectuels, des étudiants et de la jeunesse aisée des écoles secondaires. Il est aussi soutenu par deux partis dépourvus d'influence: le Parti de la Libération et le Parti Socialiste Brésilien.

Derrière cette lutte intérieure pour la présidence du Brésil se cachent intentions des milieux des Etats-Unis, dont l'influence ne cesse de croître en Amérique latine. Le régime de Dutra ne convient plus aux Etats-Unis d'Amérique. Dans les nouvelles conditions de la guerre froide qui se livre actuellement dans le monde, le régime Dutra semble trop instable et trop faible aux yeux de Washington. D'ailleurs le gouvernement Dutra avait été considéré dès son début, comme un gouvernement de transition. Voici pourquoi.

La défaite de l'Allemagne hitlérienne amena des transformations profondes en Amérique latine. La victoire des forces démocratiques eut pour conséquences, directes l'autorisation, pour les Partis Communistes des pays de l'Amérique latine, de reprendre leur activité, le retour dans leur pays des dirigeants de ces partis qui vivaient en exil, la suppression des camps de concentration, la mise en liberté des détenus combattants pour la liberté et les droits démocratiques du peuple, l'établissement de relations diplomatiques avec l'URSS et les pays de l'Est Européen, etc. Au Brésil, immédiatement après la victoire des Alliés, le Parti Communiste devient légal, tandis que le Secrétaire Général du Parti, Prestes, quitte le bague pour occuper un siège au Sénat. Les forces réactionnaires ne pouvaient et n'osaient s'opposer, ouvertement au mouvement démocratique et populaire qui avait pris une grande ampleur ce comme ce fut le cas au Paraguay en 1947 — menaçait de leur porter un coup fatal.

Les milieux réactionnaires américains ont considéré cette période comme une période de retraite provisoire de la réaction devant le flot grossissant des forces progressistes.

Aujourd'hui la situation est toute autre. Les forces opposées aux concessions consenties après la guerre ont pris l'offensive sur le continent américain. Dans ce sens, il s'est avéré que le régime de Dutra était trop faible et impopulaire Or, dans la période actuelle de préparatifs fébriles dans le cadre de la guerre froide, les cercles dirigeants des Etats-Unis d'Amérique ont intérêt à ce qu'au Brésil, de même qu'en Argentine, se

trouve à la tête du pays un homme qui tienne la situation bien en mains et qui par son autorité et sa fermeté garantisse dans n'importe quelle situation, l'ordre et la paix dans le pays.

Les Etats-Unis ont trouvé, à ce qu'il paraît, un tel homme en la personne de Getulio Vargas.

D'ailleurs, la politique de Dutra a accusé, selon l'opinion américaine, trop de concession à l'Angleterre. Aujourd'hui, cependant, il est de plus en plus évident que les Etats-Unis d'Amérique considèrent le continent américain comme leur domaine et n'y permettent aucune intrusion ni immixtion étrangère.

A part ces partis bourgeois qui luttent pour le pouvoir et qui ont plus ou moins la même ligne de conduite politique, il n'existe au Brésil aucune opposition organisée qui lutterait réellement pour l'indépendance du pays et pour un avenir meilleur des masses du peuple. Le Brésil, avec son système semi-féodal, dans lequel quelque dizaines de fazendeiros détiennent plus des deux tiers de la propriété foncière, est un pays dans lequel les masses populaires, maintenues dans l'ignorance et l'analphabétisme, sont trop éloignées de la chose publique et ne peuvent exercer que peu ou pas d'influence. La classe ouvrière du Brésil est divisée, désorientée et désorganisée. La majorité en est placée, par l'intermédiaire des agents du Ministère du Travail, sous l'influence directe de la bourgeoisie locale et des fazendeiros. Les libertés syndicales n'existent que sur le papier, tandis qu'un grand nombre de chefs ouvriers trompent le peuple au nom et mensonge, afin d'en intégrer le plus possible, dans la machine capitaliste. Le Parti communiste du Brésil, le plus puissant en Amérique latine, ne s'est pas encore prononcé au sujet des élections. Ses militants, sur l'ordre de leurs direction communistes collectent des signatures pour l'Appel de Stockholm.

K R 11

Revue de la
POLITIQUE
MONDIALE

est la revue bi-mensuelle éditée par l'Association des Journalistes yougoslaves.

★

Abonnement annuel: 800 fr. (es)

★

Les abonnements sont reçus à l'Association des Journalistes yougoslaves, Terazije 51, Belgrade III.

★

(Compte courant Banque Nationale FNRJ N° 105 906055) Boite postale 125